

**L'hon. Otto E. Lang (ministre de la Justice):** Monsieur l'Orateur, la situation n'a pas changé. Nous discutons de ces rapports avec les gouvernements provinciaux, dans l'Ouest en particulier, ainsi qu'avec les compagnies dont nous tenons une bonne part des calculs nécessaires. En temps opportun, au cours de ces discussions, nous avons l'intention de remettre aux producteurs un résumé ou les principales conclusions de ces rapports pour alimenter la discussion. Je puis assurer aux députés que nous avons toujours l'intention de nous conformer aux désirs des producteurs dans les changements que nous faisons.

**M. l'Orateur:** A l'ordre.

\* \* \*

#### QUESTION POSÉE AU CABINET

**M. Robert McGleave (Halifax-East Hants):** Monsieur l'Orateur, ma question aurait été adressée au premier ministre étant donné qu'elle concerne plusieurs ministères et qu'elle est susceptible de l'intéresser directement, puisqu'il a maintenant un certain entraînement en tant que père de famille. Je me rends bien compte que le premier ministre suppléant n'est pas tellement versé dans ce domaine, mais je vais néanmoins tenter ma chance. Un ministre ayant fait passer dans les colonnes du *Times* de Londres, qui sont réservées à la publicité personnelle, une annonce offrant un emploi à une bonne d'enfant anglaise, le premier ministre suppléant pourrait-il tout mettre en œuvre pour que l'on dispense un cours spécial de formation professionnelle à quelque future «Mary Poppins» canadienne que cet emploi pourrait intéresser?

**M. l'Orateur:** A l'ordre, s'il vous plaît.

**M. Broadbent:** Je voudrais poser une question supplémentaire.

**M. l'Orateur:** Je pense qu'il vaudrait mieux faire inscrire cette question supplémentaire au *Feuilleton*.

\* \* \*

#### L'AGRICULTURE

##### LA DÉPRESSION DU MARCHÉ DES POMMES DE TERRE— LES MESURES ENVISAGÉES—L'UTILISATION À L'ALIMENTATION DES BESTIAUX

**M. David MacDonald (Egmont):** Monsieur l'Orateur, si le député d'Oshawa-Whitby veut intervenir, je ne voudrais pas l'interrompre. Ma question s'adresse au premier ministre suppléant. Je me réjouis qu'en l'occurrence c'est quelqu'un des Maritimes, car ma question est d'importance pour ces provinces. On a envoyé récemment un télégramme au ministre de l'Agriculture qui, malheureusement, n'était pas à la Chambre cette semaine, ayant trait à la prise en charge par l'Office de stabilisation des prix agricoles du stock important de pommes de terre pour lequel s'étaient engagés au préalable les cultivateurs de l'Île-du-Prince-Édouard et du Nouveau-Brunswick. Le comité mixte des pommes de terre de ces deux provinces demandait au ministre de l'Agriculture de prendre immédiatement des mesures pour pallier la dépression qui affecte actuellement le marché des pommes de terre dans l'Est du Canada. Le président du Conseil privé pourrait-il voir si l'on peut faire rapidement quelque chose à cet égard?

[M. Skoberg.]

**L'hon. Allan J. MacEachen (premier ministre suppléant):** Monsieur l'Orateur, je serai heureux de porter aussitôt que possible la question de mon ami à l'attention du ministre de l'Agriculture. Tandis que j'ai la parole, monsieur l'Orateur, puis-je répondre à une question qui avait été adressée au premier ministre il y a un couple de jours?

**M. l'Orateur:** Nous pourrions peut-être permettre au député d'Egmont une question supplémentaire. Le président du Conseil privé pourra ensuite se reporter à la question qu'il vient de mentionner.

**M. MacDonald (Egmont):** Je suis gré au premier ministre suppléant de l'assurance qu'il nous donne, de l'intérêt qu'il porte à la question et de son intention d'agir. Étant donné que nombre de wagons de pommes de terre ont été au Nouveau-Brunswick acheminés vers des amidonneries et que l'Île du Prince-Édouard est dépourvue de telles installations, et comme les producteurs de pommes de terre de cette province ont fait de pressantes instances pour que leurs produits servent d'alimentation au bétail, le ministre sait-il si les fonctionnaires du ministère de l'Agriculture peuvent accélérer l'étude qu'ils font d'une telle possibilité? C'est là l'essentiel de la question du moins en ce qui concerne l'Île du Prince-Édouard.

**L'hon. M. MacEachen:** Oui, monsieur l'Orateur. Je vais ajouter cette demande de renseignements à la question que je soulèverai avec le ministre de l'Agriculture.

[Plus tard:]

**M. MacDonald:** Monsieur l'Orateur, à cause de l'urgence de la question, le ministre pourrait-il faire en sorte que nous recevions une réponse directe du ministre de l'Agriculture ou de lui quand la Chambre se réunira à nouveau lundi?

**L'hon. M. MacEachen:** Oui, monsieur l'Orateur.

**M. l'Orateur:** A l'ordre. Il nous faudra peut-être poser moins de questions supplémentaires. Je crois que le président du Conseil privé a donné une réponse affirmative au député d'Egmont.

##### LES POMMES DE TERRE—LA DEMANDE D'AIDE DE L'ÎLE DU PRINCE-ÉDOUARD ET DU NOUVEAU-BRUNSWICK

[Français]

**M. Eymard Corbin (secrétaire parlementaire du ministre de l'Environnement):** Monsieur l'Orateur, je désire poser une question supplémentaire à ce sujet au secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture.

J'aimerais lui demander si l'Office de stabilisation des prix des produits agricoles a étudié la demande qui lui a été faite cette semaine, par télégramme, par le comité conjoint de la pomme de terre du Nouveau-Brunswick et de l'Île du Prince-Édouard.

**M. Marcel Lessard (secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture):** Monsieur le président, je peux dire à l'honorable député et à la Chambre que le télégramme a bel et bien été reçu et étudié. Quant à sa première partie, les députés seront heureux d'apprendre que, en ce qui a trait à la publication des quantités de pommes de terre en stock au Canada, la publication différenciera à l'avenir la quantité sur le marché et celle qui est retenue en vertu du programme d'assistance du gouvernement fédéral.